

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIME D'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 12 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

RÉDACTION & ADMINISTRATION 17, RUE NEUVE, 17 Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

ROUBAIX, LE 28 NOVEMBRE 1885

LES AVEUX

Les aveux se succèdent sur nos aventures coloniales. Hier, le Temps se plaignait amèrement de la persistance avec laquelle on laissait le public dans l'ignorance de ce qui se passait dans l'Indo-Chine.

NOUVELLES DU JOUR

Les élections de la Seine Paris, 24 novembre. — Il est question dans les comités révolutionnaires d'offrir, pour les radicaux, la candidature à M. de Douville-Maillefeu, le blackboute de la Somme.

La question des Carolines Madrid, 27 novembre. La Correspondencia dit qu'hier a été signée à Berlin la convention relative aux îles Carolines.

Le maréchal Serrano Madrid, 27 novembre. — Le corps du maréchal Serrano, duc de la Torre, a été embaumé ; ses obsèques auront lieu samedi.

Les événements de Birmanie Londres, 27 novembre. — Une dépêche officielle du général Phayre, datée de Moulou, 27 novembre, annonce qu'un engagement a eu lieu à Fagan, le 24 novembre, et que les anglais y ont eu l'avantage.

ESCAMOTAGE DE DÉPÊCHE

L'Intervenant affirmait ayant-hier que M. Brisson avait eu connaissance, jeudi, d'une dépêche chiffrée, annonçant qu'une formidable insurrection venait d'éclater dans les provinces septentrionales de l'Annam.

L'Intervenant ajoutait que « le susdit Brisson, comprenant sans trop de peine la gravité d'une révélation au moment où la Chambre est appelée à statuer sur les crédits du Tong-King, avait fortement insisté pour que cette dépêche ne fût pas livrée au public, et surtout pour qu'il n'en fût pas donné connaissance à M. de Freycinet. »

Le gouvernement n'est pas en mesure de démentir la nouvelle si grave donnée par l'Intervenant. L'Agence Havas publie au contraire, sous la signature de son directeur, l'étrange note que voici :

L'Agence Havas a reçu jeudi soir, 19 novembre, une dépêche chiffrée de Saigon, dont la traduction, fort incertaine, semblait annoncer que « des soulèvements venaient de se produire dans le nord de l'Annam, et que nous avions repris l'offensive. »

En présence de la gravité de la nouvelle et de l'incertitude où nous laissons le texte du télégramme qui nous l'apportait, nous avons cru devoir le communiquer au président du conseil. M. Brisson nous répondit qu'il n'avait aucune connaissance du fait, mais qu'il fallait prendre des informations au ministère de la guerre.

Le lendemain matin, le président du conseil nous fit connaître qu'aucun renseignement de ce genre n'était parvenu au gouvernement, et qu'il appartenait à l'Agence Havas, seule, de juger si elle devait ou non le publier.

M. Brisson ne nous a nullement demandé de ne pas parler au ministre des affaires étrangères, dont il n'a pas été question.

Dans ces conditions, nous avons considéré que la traduction de notre dépêche, qui nous donnait par voie indirecte de Cochinchine des nouvelles de l'Annam, d'où nos correspondants ne nous ont rien télégraphié, ne présentait pas par elle-même un caractère suffisant d'authenticité pour nous permettre de la publier.

Cette note, écrite d'un style si embarrassé, n'en confirme pas moins l'information de l'Intervenant. Elle reconnaît que l'Agence Havas a reçu une dépêche annonçant, d'une manière plus ou moins chiffrée, la reprise de la guerre.

LE COMMERCE DES CÉRÉALES

Le Journal officiel publie en matin un tableau qui contient le relevé des quantités de froment (grains et farines) importées et exportées du 1er août au 31 octobre de la présente année.

quintaux métriques de froment importés en France. A ce total, il convient d'ajouter 31,218 quintaux métriques de farines importées pendant la période en question.

Si maintenant nous examinons le chapitre des exportations, nous voyons que 4,804 quintaux métriques seulement de grains ont été expédiés à l'étranger, du 1er août au 31 octobre.

Le chiffre des farines exportées est plus fort : 23,993 quintaux métriques.

Récapitulation faite des résultats qui précèdent, les importations de froment dépassent de beaucoup les exportations, ce qui est très fâcheux dans un pays comme le nôtre, dont les produits agricoles sont pour la majorité de la nation le principal profit.

LE MARÉCHAL SERRANO

Le Bréviaire publie l'article suivant sur le maréchal Serrano dont nous avons annoncé hier la mort.

Le deux principaux auteurs de la révolution de 1868, qui a renversé la reine Isabelle d'Espagne, sont l'amiral Topete et le maréchal Serrano. Topete est mort il y a quelques jours ; les dépêches d'Espagne annoncent que Serrano vient de mourir à son tour.

Les derniers jours de ces deux hommes auront été troubles par les mêmes remords. Topete avait, il y a quelques années, perdu une fille qu'il adorait ; folle de douleur, sa femme lui répétait sans cesse que Dieu l'avait ainsi puni de sa révolte contre la reine Isabelle, et cette idée avait fini par devenir chez lui une cruelle obsession.

Depuis quelque temps, Serrano était en proie à une sombre tristesse, on l'entendait à chaque instant répéter : Qu'ai-je fait ? A quoi ai-je employé ma vie ? quelle existence vide ! Dieu me pardonnera-t-il.

Serrano a fait ainsi, en quelques mots, son histoire. Si l'on voulait peindre l'Espagnol de nos jours, on n'aurait qu'à faire le portrait de Serrano, qui était l'Espagnol par excellence, le type même de l'Espagnol. Avec d'admirables dons et qualités, celui que les Espagnols avaient surnommé le général Bouillo, c'est-à-dire le beau général, dont l'esprit était aussi séduisant que la physionomie, qui était populaire pendant près d'un demi-siècle, qui a occupé les plus brillantes situations, qui a été presque roi, puisqu'il a été régent, on un mot, Serrano meurt en regardant derrière lui et en se disant avec raison : « Qu'ai-je donc fait pour mon pays ? Qu'ai-je même fait pour ma gloire ? Hélas !... rien. »

Don Francisco Serrano y Uemungitez, duc de la Torre, est né à Cadix, en 1810. Cadix est aussi la patrie d'un autre Espagnol non moins connu en France, M. Castelar. Le père de Serrano était général ; à trente ans il était lui-même général comme son père. Il conquit ses grades dans la première guerre carliste. Nombre d'officiers espagnols ont été condamnés avec lui et depuis, à conquérir leur grade dans la guerre civile.

Le maréchal Espartaco, duc de la Victoire, régent du royaume pendant la minorité de la reine Isabelle, en fit son ministre de la guerre. Mais Serrano avait une ambition sans bornes ; et il avait, d'ailleurs, une si aventureuse humeur qu'il ne pouvait rester longtemps étranger aux prononciamientos, qui réglaient alors, en Espagne, les affaires publiques.

Il se mit à la tête d'une insurrection qui proclama la majorité de « l'innocente Isabelle » comme le peuple espagnol appelait alors la reine Isabelle II, encore enfant, mais enfant d'une rare intelligence et à qui il n'a manqué qu'une qualité pour devenir un grand homme d'Etat, une grande reine. Ainsi Serrano fait un prononciamiento pour proclamer la majorité de la jeune reine, qu'il dit plus tard renverser par un autre prononciamiento, après qu'elle lui eût accordé toutes les faveurs qu'une reine peut accorder à un homme et qui devaient faire de cet homme l'éternel champion de cette reine ; et il meurt le lendemain de la mort du fils de cette reine, le lendemain de la mort d'Alphonse XII.

Raconter l'histoire de Serrano, ce serait raconter l'histoire d'Espagne elle-même depuis quarante ans, Serrano a joué un rôle infatigable, et toujours au premier rang, tantôt au pouvoir, tantôt dans l'opposition, vingt fois ministre, conspirant sans cesse, toujours aventureux, avide d'émotion, jouant à la politique comme on joue à la roulette, passionné pour tous les plaisirs, éveillé à toute chose, curieux de tout voir et de tout faire, ne reculant devant rien, fanfaron, glorieux, brave, intraitable, chevaleresque, débauché, mais toujours adoré de l'armée, ayant certain idéal libéral, étrange mélange de vertus et de vices, ayant mené une vie très active et très tourmentée, mais très vive et très fructueuse.

En 1856, Paris le vit arriver comme ambassadeur de la reine Isabelle. Sa magnifique prestation, encore relevée par la beauté de femme, en fit la coqueluche des salons de l'Empire. Paris l'admira, et il y a deux ans, comme ambassadeur d'Alphonse XII. Mais, il y a vingt-neuf, il était dans tout l'éclat de sa vie ; on courait à ses fêtes, qui étaient aussi agréables que magnifiques, et la belle duchesse de la Torre ravissait tous les cœurs, comme le général Bonito faisait tourner toutes les têtes. Dans son ambassade d'il y a deux ans, Serrano a marié une de ses filles au prince Kotchoubey.

Ce n'est que depuis 1892 que Serrano porte le titre de duc de la Torre et qu'il est grand d'Espagne de première classe. Jusqu'alors, il portait le titre de San Antonio, que lui avait apporté sa femme en 1858. Ce nom de San Antonio a récemment été mêlé, par le fils aîné du maréchal Serrano, à un procès en cour de Rome, procès en nullité de mariage, dont le locuteur doit se souvenir. Son titre de duc et sa grandesse lui furent donnés par Isabelle II, à l'occasion de l'annexion de Saint-Domingue.

Quatre ans après, il en recevait la Toison d'or, pour avoir dompté l'éméute dans les rues de Madrid. Mais, emporté par son humeur, il se fit bientôt déporter aux Canaries, d'où il ne revint que pour faire, avec Topete, le prononciamiento de 1868, dans sa ville natale, à Cadix.

Après la chute de la reine Isabelle, il devint régent du royaume, comme naguère le duc de la Victoire ; puis premier ministre du roi Amédée, après l'élection de ce fils de Victor-Emmanuel au trône d'Espagne ; ensuite président de la république, après la chute d'Amédée ; et, enfin, il s'est rallié à Alphonse XII, à son avènement, et s'est mis à la tête de la gauche dynastique. Quel chaos et à quoi croire, après cela ! Mais jusqu'à ces derniers temps, à soixante-quinze ans, aussi passionné, aussi aventureux, aussi curieux de la vie qu'à vingt-cinq ans, alors qu'il n'était que capitaine. Peu d'existences ont été aussi brillantes et aussi creuses à la fois. La vie a toujours été pour Serrano une tire-lire, qu'il a perpétuellement brisée pour voir ce qu'il y avait dedans. Il y a du La Fayette en lui ; mais un La Fayette espagnol à toujours vingt-cinq ans.

Evénements d'Espagne

La translation du corps d'Alphonse XII

Madrid, 27 novembre, 4 h. 15. — La translation du corps du Roi du Pardo au palais royal de Madrid a eu lieu à deux heures, conformément au cérémonial que je vous ai annoncé hier.

Le nouveau ministre présidé par M. Sagasta, prêteront serment le cinq décembre.

Demain, le Gazette officielle publiera le décret convoquant les Cortés pour la cérémonie de la prestation de serment à la Reine-Régente.

Après la dissolution des Cortés, M. Sagasta, proposera de proposer à de nouvelles élections en laissant à celles-ci une liberté absolue.

La ligne de conduite politique du nouveau ministre dépendra des Cortés ainsi réunies.

L'annuité pour les délits de presse sera accordée.

L'enterrement du maréchal Serrano aura lieu demain samedi. Tous les honneurs militaires lui seront rendus.

Le temps est très beau.

Alphonse XII à l'Escurial

Madrid, 27 novembre, 2 h. 45. — Le cortège funèbre vient d'entrer au palais royal.

Le samedi, au lieu, placé dans une bière en bois couverte d'étoffes précieuses, a été porté, par la chambre mortuaire au char funèbre, par quatre grands d'Espagne, fils justement de ceux qui portèrent jadis le corps de Ferdinand VII.

Quand le Reine-Régente vit arriver au Pardo les voitures de deuil destinées à transporter le cercueil royal, elle manifesta la volonté de suivre le cortège, accompagnée du ministre d'Etat. Elle est allée par la douane. Ne voulait-elle pas, hier, se réchauffer dans un croissant ? En montant dans le premier véhicule de deuil, elle a dit hautement qu'elle ne quittera son époux que quand on le descendra dans le tombeau de l'Escurial.

Pauvre Roi ! La veille de son couronnement, il se rendit au palais de l'Escurial, dans cet antique et sévère monastère, dédié à saint-Laurent, en souvenir de la bataille de Saint-Quentin et bâti par Philippe II. Cet ancien monastère, qui affecte la forme d'un grill, en l'honneur de son saint patron, est le Panthéon des rois d'Espagne.

Paroles de la Reine

Madrid, 27 novembre, 6 h. — Avant de recevoir la démission de M. Canovas, la Reine lui a demandé s'il ne pouvait continuer à diriger les affaires.

Oui, lui a répondu M. Canovas, mais en faisant une politique de résistance des plus énergiques.

C'est alors que Sa Majesté accepta la démission de M. Canovas. Elle ajouta qu'elle voulait l'application d'une politique largement libérale.

En donnant l'ordre d'appeler M. Sagasta, elle congédia M. Canovas en lui disant textuellement ces mots :

« Le peuple espagnol comprendra mieux par la force de la raison que par la puissance du bras que ma fille possède tous les droits pour monter sur le trône d'Espagne. »

« Je la confie à la loyauté des Espagnols. »

Les nouveaux ministres ayant à leur tête M. Sagasta, ont prêté serment de fidélité à la Reine.

Le nouveau ministère se compose de six libéraux de l'ancien parti Sagasta et trois membres de l'ancien parti de la gauche dynastique.

Les partis

Madrid, 27 novembre. — Hier, les divers groupes républicains se sont réunis et sont tombés d'accord en vue de la formation d'une coalition des républicains fédéraux et des partisans de la république unitaire.

Ainsi coalisés, les républicains tâchent de faire proclamer la république.

M. Castelar ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, mais les républicains espèrent qu'il acceptera la formule de coalition.

On attribue aux républicains intransigeants l'explosion d'hier devant le café oriental.

La tranquillité matérielle existe dans toute l'Espagne, mais les carlistes s'organisent activement, surtout dans les provinces basques, dans la Navarre, en Catalogne et à Valence.

Le gouvernement va faire occuper militairement tous les points où l'élément carliste domine. Les réserves sont appelées dans ce but, 60,000 hommes vont augmenter l'armée active.

Dans un ordre du jour adressé aux populations basques, le général Loma fait appel à leur patriotisme et dit qu'il maintiendra l'ordre avec énergie contre les auteurs de désordres et appliquera la loi martiale sans pitié.

Il est inexact que des désordres aient éclaté hier à Barcelone ; l'Espagne entière est tranquille.

Le Figaro publie une conversation de M. Ruiz-Zorilla qui aurait déclaré que l'avènement de la République en Espagne était proche.

Le Figaro termine ainsi son article : « Durant son séjour en France, M. Zorilla s'était lié avec plusieurs personnalités aujourd'hui très en vue du parti républicain ; je me bornerai à citer MM. Brisson, Lockroy, Naquet, Floquet. »

pour l'entretien, nous y gagnerons encore au point de vue moral.

A une question de M. Delafosse sur la pacification, M. Brisson a répondu qu'en Annam, elle était presque complète, et qu'en ce qui se passait au Tonkin et en Cochinchine les chaleurs ont empêché de faire la police du Delta, mais des batailles sont actuellement organisées. Ce ne serait même plus qu'une opération de gendarmerie (sic).

M. Andrieux demande alors où en est l'organisation des troupes indigènes dont il a été parlé. Le général Campenon dit que deux régiments tonkinois sont déjà formés.

Il s'agit d'en créer deux autres, le premier de ces deux sera fin décembre prochain.

M. Andrieux et M. Bergerot insistent à nouveau demandant si notre occupation restreinte ne peut pas avoir pour conséquence un retour offensif de la Chine et s'il n'est pas prudent de prévoir cette éventualité.

« C'est tout comme si on nous demandait, réplique le ministre de la guerre, si nous ne sommes pas exposés à une attaque de l'Amérique sur la Guadeloupe. » M. Brisson plus explicitement ajoute qu'un retour offensif de la Chine ne serait à redouter que si nous abandonnions totalement le Tonkin, et fait remarquer M. de Freycinet, il paraît hors des intentions de la Chine de rompre le traité de Tien-Tsin.

Enfin, M. Brisson se résumant dit qu'on ne peut concevoir que des espérances lesquelles il n'est pas possible de garantir. La France est au Tonkin, nous ne pouvons sans déshonneur consentir à l'évacuation.

Voilà le terrain sur lequel le gouvernement se place.

L'amiral Galibier insiste dans le même sens. M. Pelletan demande alors si le gouvernement compte pouvoir faire face à la situation sans recourir à de nouveaux impôts. « Nous ne créerons pas d'impôts nouveaux en 1886, répond M. Brisson ; mais, on y sera peut-être obligé en 1887. »

M. Bergerot dit que le but d'une grande nation, quand elle s'empare d'un territoire colonial, c'est d'y fonder une colonie.

On quel est le colon français qui pourra aller s'établir au Tonkin dans un pays où à la première complication européenne, les Chinois peuvent nous t'eter à la mer, où il est prouvé que les Européens ne peuvent pas vivre à cause de l'insalubrité du climat.

M. Campenon répond qu'il ne croit pas, en effet, que les Européens puissent y vivre longtemps.

La discussion a ensuite porté sur Madagascar. M. de Freycinet a dit ne pouvant pas donner de renseignements.

L'amiral Mot a reçu des ouvertures, il y aurait inconvénient à se prononcer aujourd'hui.

« Accordez-nous ces crédits pour le premier trimestre de 1886, a ajouté le ministre, nous vous donnerons la solution en janvier ou février. Mais explique M. Raoul Duval, voulez-vous conquérir tout Madagascar comme l'a dit le gouverneur de la Réunion dans une proclamation ? » M. de Freycinet réplique que le gouvernement ne peut donner sa réponse que plus tard.

Après le départ des ministres, la commission a décidé de se réunir tous les jours.

Demain, elle nommera des sous-commissions qui se partageront l'examen des documents que doit communiquer le gouvernement.

L'impression résultant des renseignements donnés par les ministres, est tout aussi mauvaise que celle produite après la déclaration gouvernementale. On fait avec raison remarquer que les ministres ont été plus qu'indécis, ne pouvant donner une réponse ferme ni sur l'évaluation des dépenses ni sur l'organisation du pays, ni sur les intentions de la Chine. La commission qui dans une certaine mesure pourra dire qu'elle a contribué à la chute du cabinet Brisson, est en voie de passer à la postérité par un autre moyen : des correspondants de journaux illustres demandent en effet aujourd'hui aux commissaires leur photographie pour la faire reproduire à grand tirage.

Les élections de la Corse

La sous-commission du 2e bureau s'est prononcée pour l'invalidation des élections de la Corse, par 3 voix contre 1 voix pour l'enquête étendue pour la validation. Cette voix est celle du président, M. Rochefort.

Les droits sur les céréales

La commission d'initiative a pris en considération la proposition présentée par les députés du Nord, tendant à l'augmentation des droits sur les céréales.

LA GUERRE D'ORIENT

On assure que le prince Alexandre, se basant sur ce qu'il n'était pas l'agresseur, refuse péremptoirement d'accepter, jusqu'à nouvel ordre, la proposition d'armistice qui lui a été faite par le roi de Serbie.

Sofia, 27 novembre. — Les Bulgares sont entrés hier en Serbie, à une heure de l'après-midi, avec le prince en tête, en poussant des acclamations enthousiastes.

Le gros de l'armée bulgare s'est avancé dans la plaine jusqu'à 5 kilomètres environ de Pirot. Les Serbes avaient évacué, depuis la veille, les positions de Gindol, au centre. Il y a eu seulement quelques engagements à l'aile gauche et à l'aile droite, dans la matinée.

Les Serbes avaient concentré devant Pirot et sur les hauteurs dominant la ville plusieurs batteries et la plus grande partie de leurs forces.

La bataille a commencé à 4 heures. La défense de Serbie a été acharnée. Vers 6 heures, les Bulgares ont emporté les positions de gauche. La nuit a mis fin au combat.

Une dépêche particulière de Belgrade annonce qu'un complot avait été formé contre le roi Milan, mais que les conjurés ont pu se soustraire aux recherches de la police. Ce complot avait pour but de déposer le roi Milan en faveur du prince Karageorgewitch.

C'est à la suite de cet événement que, pour déjouer les manœuvres de ses ennemis, le prince Milan aurait annoncé l'intention d'abdiquer.

La démission du ministère serbe est imminente. Un nouveau cabinet va être formé sous la présidence de M. Christich.

Nouvelles Parlementaires

CHAMBRE

La commission des crédits du Tonkin et de Madagascar

MM. Brisson, de Freycinet, le général Campenon et l'amiral Galibier se sont, ainsi que nous l'annoncions avant-hier, rendus aujourd'hui devant la commission du Tonkin.

M. Brisson après avoir annoncé que toutes les pièces réclamées par la commission lui seraient communiquées a déclaré que le Cabinet tout en refusant de continuer la politique d'extension coloniale préconisée par le précédent ministère était résolu à repousser toute demande d'évacuation dans un délai quelconque.

Une pareille détermination aurait pour résultat d'annihiler tous les sacrifices préalablement faits et porterait au prestige de notre pays une atteinte grave.

Quant aux projets d'organisation, a ajouté le président du conseil, pour diminuer l'importance de l'occupation on organiserait un protectorat dont le centre serait Hué.

Le ministre a ensuite donné quelques indications sur l'organisation financière. Selon lui, on peut attendre du Tonkin de quoi couvrir au moins les frais de transport des troupes.

Dût-il rester cinq ou six millions à notre charge